



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SAVOIE

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations

Service protection et santé animales
et installations classées
pour la protection de l'environnement

ARRÊTE PREFECTORAL
portant mise en demeure

APPRIN RENE & Cie SAS

Commune de Saint-Jean-de-Maurienne

lieu-dit « Le Rocheray »

LE PREFET DE LA SAVOIE

Chevalier de la Légion d'honneur,

Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.514-5, L.171-7, L.171-8, L.172-1 et L.511-1 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les rubriques 2510-1 (« Exploitation de carrières ») et 2515-1 (« Installations de traitement ») ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2004 portant autorisation de renouvellement d'exploitation de Carrière pour la société René APPRIN sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Maurienne ;

VU le dossier de demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter une installation classée du mois d'avril 2003 par lequel l'exploitant sollicite le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière du Rocheray et les installations annexes à Saint-Jean-de-Maurienne pour une durée de 30 ans ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 17 octobre 2019, transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 octobre 2019 ;

CONSIDÉRANT que le contrôle réalisé sur le site le 07 octobre 2019 a révélé que l'ensemble des dispositions techniques proposées par l'exploitant dans son plan d'actions du 16 mai 2019 et visant à assurer une gestion efficace des eaux n'a toujours pas été mises en œuvre sur le site ;

CONSIDÉRANT que les mesures de gestion des eaux de ruissellement météoriques et des eaux industrielles (lavage des matériaux) de la carrière ne permettent pas à ce jour de garantir l'absence de rejet dans le milieu naturel (arc...) ;

CONSIDÉRANT, par ailleurs, que la visite du 07 octobre 2019 a mis en évidence des manquements en termes de gestion et d'élimination des déchets sur l'emprise du site ;

CONSIDÉRANT, enfin, qu'au regard des constats opérés le jour de la visite d'inspection du site du 07 octobre 2019, il apparaît que l'exploitant n'a pas respecté les conditions d'exploitation et notamment la conduite de l'exploitation visant à garantir la stabilité du massif ainsi que la sécurité du personnel évoluant sur les zones d'extraction situées en contrebas des cônes d'éboulis ;

CONSIDÉRANT que la Société RENE APPRIN & Cie SAS exploite actuellement le gisement de la carrière sans respecter les dispositions relatives aux dispositions préliminaires prescrites aux articles 6.3 et 6.4 et de l'arrêté préfectoral 12 octobre 2004 ;

CONSIDÉRANT que la Société RENE APPRIN & Cie SAS exploite actuellement le gisement de la carrière sans respecter les dispositions relatives aux distances limites et zones de protection prescrites à l'article 7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2004 ;

CONSIDÉRANT que la Société RENE APPRIN & Cie SAS exploite actuellement le gisement de la carrière sans respecter les dispositions relatives aux conditions de sécurité prescrites à l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2004 ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection a, par ailleurs, mis en évidence le non-respect d'un certain nombre de dispositions réglementaires opposables à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Société RENE APPRIN & Cie SAS de respecter les dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la Société RENE APPRIN & Cie SAS a été invité à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception de la copie du rapport du service d'inspection de la DREAL en date du 17 octobre 2019, dans le cadre de la procédure contradictoire particulière précitée ;

CONSIDÉRANT l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

A R R Ê T E

Article 1.

La Société RENE APPRIN & Cie SAS dont le siège social est : René Apprin & Cie SAS – 85, Zone Industrielle Les Glaires – 73 300 PONTAMAFREY-MONTPASCAL, représentée par Monsieur Pierre-Olivier APPRIN, en sa qualité de Président Directeur Général, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 6.3, 6.4, 7.6 et 7.7 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2004 ainsi que les dispositions des articles 4, 11.6, 13 et 17 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dans les délais fixés par les articles 2 à 5 du présent arrêté, concernant l'exploitation de la carrière à ciel ouvert d'éboulis dioritiques sise au lieu-dit « Le Rocheray » sur le territoire de la commune de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2.

Respecter, **sous 1 mois**, les dispositions de l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2004 susvisé relatif aux principes de gestion des eaux de ruissellement.

Article 3.

Respecter, **sous 1 mois**, les dispositions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2004 susvisé et les dispositions des articles 4 et 17 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatifs aux modalités d'accès et de circulation sur la carrière.

Article 4.

Respecter, **sous 1 mois**, les dispositions de l'article 7.6 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2004 susvisé et les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatifs aux distances limites et zones de protection et à la sécurité du public.

Article 5.

Respecter, **sous 1 mois**, les dispositions de l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2004 susvisé et les dispositions de l'article 11.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatifs à la sécurité et aux conditions d'exploitation des fronts d'abattage.

Article 6. Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 à 5 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prescrit par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 7. Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de deux mois.

Article 8. Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 et suivants du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R421-1 du code de justice administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 9. Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de Saint-Jean-de-Maurienne.

Chambéry, le **15 NOV. 2019**
Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Pierre MOLAGER

